

Campement rom à Gennevilliers: des élus bloquent une nationale pour faire réagir l'Etat

Asnières-sur-Seine, 27 avr. 2017 (AFP) -

Des élus de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ont interdit jeudi matin l'accès à une route nationale au niveau d'Asnières-sur-Seine pour protester contre l'Etat qui, selon eux, ne "fait rien" pour démanteler un bidonville rom installé depuis l'été 2016 sur leur commune.

Débuté à 06H15, le blocage de la RN315, qui donne accès à l'autoroute A15, dans le sens Paris-province, a duré deux heures, entraînant des ralentissements, a constaté une journaliste de l'AFP.

Autour du maire PCF Patrice Leclerc, une quinzaine d'élus communistes et du Parti de gauche, en gilet jaune et ceints de leur écharpe tricolore, ont distribué des tracts aux automobilistes et déployé une banderole indiquant "Gennevilliers a résorbé 1.000 logements insalubres. L'Etat laisse se développer ici un bidonville".

Le bidonville, sans accès à l'eau potable, est implanté sur un terrain appartenant à l'Etat, à quelques mètres à peine de la nationale, et abrite "entre 100 et 200 Roms" selon le maire, "80" selon la préfecture.

Ils sont "environ 300, originaires de Roumanie, dont la moitié sont des enfants", non scolarisés, estime pour sa part Livia Otal, coordinatrice de la mission bidonvilles à Médecins du monde, seule association à oeuvrer régulièrement dans ce campement de fortune.

"Ce qui me met en colère, c'est que l'Etat dit qu'il y a trop de logements sociaux à Gennevilliers (65%, NDLR) et en même temps, il laisse faire ça", dit M. Leclerc. "Ils ont mis trois mois à reconnaître l'existence de ce camp, il faut maintenant que l'Etat prenne ses responsabilités et trouve des solutions de relogement", a déclaré le maire à l'AFP, dénonçant des "conditions de vie indignes".

Le TGI de Nanterre doit se prononcer en référé sur le dossier le 4 mai.

La préfecture des Hauts-de-Seine a indiqué à l'AFP "être dans l'attente de cette décision de justice pour pouvoir agir". "Nous avons demandé en parallèle à ce que soit effectué un diagnostic social pour identifier les besoins et les capacités de relogement", a-t-on indiqué de même source.

Le maire de Gennevilliers a, lui, annoncé un nouveau blocage le 10 mai "si rien ne bouge".

"Ce n'est pas une expulsion de plus qui résoudra la situation et fera disparaître (les habitants du bidonville) comme par enchantement. Cela ne fait qu'ajouter à leur stress, les laissant sans espoir de stabilisation sociale", a estimé Mme Otal.

Entre 3.000 et 7.000 Roms vivent dans la précarité en Ile-de-France, environ 20.000 en France, selon Médecins du monde.

cal/mig/kp

Afp le 27 avr. 17 à 13 55.